18 avril 2016 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations économiques franco-égyptiennes, au Caire le 18 avril 2016.

Monsieur le Président de la République,
Mesdames, Messieurs les ministres,
Mesdames, Messieurs les représentants des entreprises françaises, égyptiennes,
Messieurs les responsables de la Chambre de Commerce,
Ce forum n'est pas un forum comme les autres, d'abord parce que nous ne sommes pas deux pays comme les autres, la France et l'Egypte. Nous sommes deux grands pays qui portent une ambition pour l'avenir et qui sont les héritiers de grandes civilisations.
Nous voulons aussi donner aux relations entre la France et l'Egypte un caractère qui aille au-delà de l'économie. Ce qui est en jeu, ce sont bien sûr les échanges, la croissance, le commerce, l'investissement, mais également la stabilité, la sécurité, le développement. Non seulement de l'Egypte mais de toute la région et c'est le sens que je veux donner à cette rencontre en présence du Président SISI.
La France a fait le choix d'accompagner l'Egypte, de l'accompagner pleinement pour sa sécurité, pour son développement économique, aussi pour l'éducation, la formation, la culture, de manière à ce que les liens entre nos deux pays soient au service d'un projet à long terme.
La présence je veux la saluer de nombreuses entreprises françaises ici, à l'occasion de ma visite, témoigne de leur confiance à l'égard des Egyptiens et de l'avenir de votre pays. Nos entreprises l'ont d'ailleurs prouvé en étant fidèles à l'Egypte tout au long de cette dernière période, c'est-à-dire après 2011. Aucune n'a arrêté ses activités et 150 filiales françaises sont présentes ici, permettant l'emploi de près de 35 000 égyptiens.
La France est ainsi le 6ème investisseur étranger en Egypte, je pourrai y voir un compliment et j'y vois un manque d'ambition, nous devons être bien plus, bien mieux que le 6ème investisseur étranger en Egypte.
Nous n'avons pas vocation à être le premier mais nous avons sans doute la prétention de gravir encore quelques marches. Cela ne dépend pas que de vous, Monsieur le Président, pas seulement des entreprises égyptiennes, cela dépend également de nous, des entreprises françaises et de l'Etat qui doit les accompagner. Car l'Egypte a une grande ambition : c'est de pouvoir être capable de faire face à des défis considérables.
Je les mesure ces défis. D'abord il y a celui de l'insécurité dans une région qui est affectée par les drames, les tragédies des guerres et des crises et par le terrorisme. Si ce défi n'est pas relevé avec les principes qui sont les nôtres, alors il n'y aura pas de développement économique à moyen et long termes.
Vous avez aussi le défi de la démographie, chaque année votre pays compte 2 millions d'égyptiens en plus. La démographie est à la fois une chance puisque la population se renouvelle, mais aussi une charge dès lors qu'il n'y a pas toujours les équipements, les infrastructures qui correspondent à cette progression de la population.
Il vous revient de faire des choix mais il y a aussi des besoins à assurer aujourd'hui. C'est le second défi que vous avez à relever. Il y a un troisième défi, il est géographique. L'Egypte est placée là où elle est et quelles que soient les volontés politiques, il est très difficile de changer la géographie.

géographie.
Changer l'histoire c'est possible, mais changer là où les pays se sont construits, nous ne devons jamais avoir cette prétention.
Alors votre pays est très lié au canal, mais vous avez aussi conscience que même si le doublement du canal de Suez est une opportunité considérable, vous devez faire en sorte que les Egyptiens occupent encore davantage leur pays et puissent avoir des conditions de développement.
Pour que vous puissiez porter cette ambition, vous avez mené des réformes importantes. Chaque pays doit faire des réformes en fonction, à la fois de ses atouts et de ses difficultés. Vous, ces réformes ont porté sur la fiscalité, sur les services publics, sur l'amélioration de l'environnement économique et il y a forcément beaucoup à faire. Vous avez également veillé à protéger les investissements étrangers, c'est la condition même pour qu'ils puissent être plus nombreux.
Vous avez aussi, par la Banque centrale égyptienne, défini une politique de change, c'était là encore une condition indispensable pour assurer le développement des échanges. Reste la question de la convertibilité de la livre qui est essentielle pour beaucoup d'entreprises.
Puis il y a une stratégie que vous avez proposée et dans laquelle les entreprises françaises veulent s'inscrire. Cette stratégie c'est d'assurer votre autonomie énergétique, c'est d'avoir des infrastructures qui correspondent à l'ampleur de votre population et c'est également de pouvoir construire des villes durables, sobres en consommation énergétique et également agréables à vivre, qui anticipent par rapport aux choix technologiques.
Beaucoup d'entreprises françaises sont prêtes ici à répondre à vos sollicitations et nous aurons l'occasion une fois encore de le montrer avec les accords qui seront signés.
Il y a d'abord l'énergie, vous avez été capables en un temps record d'améliorer les infrastructures de votre pays dans ce domaine et d'installer 3,6 gigawatts de capacité de génération électrique et de faire des terminaux d'importation de gaz. Ces travaux ont mis fin aux coupures de courant, aux ruptures d'approvisionnement en carburant que l'Egypte avait connues ces dernières années et qui altéraient à la fois la consommation des ménages et le fonctionnement des entreprises.
Mais nous avons l'un et l'autre signé l'accord de Paris, la COP21 et cet engagement nous oblige, l'Egypte, la France. Nous devons donc avoir un objectif ambitieux de développement des énergies renouvelables. Elles doivent contribuer à plus de 20 % de la production électrique au début de la prochaine décennie.
Nous devons nous y tenir, à la fois pour des raisons qui tiennent aux obligations qui sont les nôtres, d'éviter des émissions de gaz à effet de serre, mais aussi parce que c'est une opportunité considérable pour les technologies et aussi pour l'emploi. Dès lors, nous sommes prêts à vous faire des offres globales sur le développement des énergies renouvelables et déjà, un certain nombre d'étapes ont pu être franchies.
De la même manière, l'Egypte a fait le choix du nucléaire civil et vous avez déjà des partenaires, nous pouvons également être à vos côtés parce que la France dispose d'une expérience inestimable, inégalée en ce domaine.
Je tiens d'ailleurs à souligner l'appui que l'Agence Française de Développement a pu manifester face à vos sollicitations, pour mettre en place des technologies sobres en carbone. Nous avons signé hier un accord de financement de plus d'un milliard et demi d'euros, notamment dans le développement des transports urbains. Les transports, c'est aussi un grand domaine de coopération entre la France et l'Egypte et nous aurons l'occasion de manifester cet effort à travers la ligne de métro du Caire.
Vous avez aussi voulu nous solliciter sur les villes et sur le développement économique autour des villes. Mais lors de ma précédente visite, lors de l'inauguration de la deuxième voie du Canal de Suez, vous m'aviez demandé que les entreprises françaises puissent s'intéresser à la zone qui va être créée autour du Canal, une zone économique spéciale. Je peux vous confirmer que beaucoup d'entreprises françaises présentes seront disponibles pour investir, parce que les conditions qui y sont offertes et les capacités de développement de cette zone sont considérables.
Notre savoir-faire en matière de villes durables est grand en France et nous pouvons mettre cette expérience à votre disposition, pour tout ce qui concerne la gestion intégrée des villes, la

planification urbaine, la gestion des réseaux, les technologies qui permettent d'améliorer l'efficacité énergétique et la connectivité. Là encore, je me réjouis qu'un accord puisse être signé entre le MEDEF international français et le ministère du Logement.
Je veux également insister sur la formation professionnelle parce qu'il ne suffit pas d'installer des entreprises, de nourrir un courant d'échanges et d'investissements, faut-il encore que la population égyptienne puisse être directement intéressée, intégrée à ce processus. Je veux que les entreprises françaises, en même temps qu'elles affirment leur présence, puissent former la main d'uvre égyptienne et que nous puissions aussi avoir un courant d'échanges entre universitaires, entre étudiants, entre ingénieurs, entre chercheurs, parce que nous sommes conscients que vous avez une jeunesse qui a vocation à prendre des responsabilités nouvelles. 800 000 jeunes Egyptiens entrent sur le marché du travail chaque année. Je vous confirme donc qu'à travers la coopération d'Etat à Etat, comme à travers les liens qui vont unir les entreprises françaises et les entreprises égyptiennes, cette dimension de formation sera particulièrement présente. Il y a enfin la question du financement, souvent, le Président SISSI me dit et j'en suis très flatté que les entreprises françaises sont les meilleures, je le dis très franchement, oui c'est vrai et il m'arrive de le dire aussi en France.
Je dis même que cela va mieux en France grâce aux efforts que nous avons engagés. Mais une fois que le Président SISI a fait le constat de cette évidence, les entreprises françaises sont les meilleures, il ajoute : « mais les prix sont aussi parfois les meilleurs, au sens les plus élevés ». Je constate qu'il n'est pas le seul à partager le constat de l'excellence française et des prix qui, parfois, peuvent créer entre nous des discussions longues entre les entreprises, courtes entre le Président SISI et moi-même.
J'explique alors que la technologie a un prix, que dans des contrats, il ne s'agit pas simplement d'être le moins disant, il faut être capable d'être le mieux faisant, c'est-à-dire d'être dans une démarche de long terme et de donner le meilleur de l'expérience et de la technologie française. Néanmoins, il y a la question du financement et parfois, entre deux offres de même qualité, du même prix, ce qui va faire la différence c'est le financement.
Alors j'ai fait en sorte que nous puissions développer une capacité de financement qui puisse être au service des entreprises françaises pour leur implantation ou pour leur exportation et l'Egypte, forcément, en aura l'accès. C'est d'ailleurs ainsi que nous avons pu, pour la réalisation du métro du Caire, trouver des financements à travers des prêts concessionnels, 2 milliards d'euros de prêts et également des dons, puisque 30 millions d'euros ont été directement apportés par les pouvoirs publics.
Entre l'Egypte et la France, il y a donc une vision commune, une stratégie de long terme, il y a aussi une volonté qui est de partager la technologie. La France considère que la technologie est l'atout premier pour le développement d'un pays, que la technologie doit bien sûr être protégée, mais être également partagée. Nous sommes toujours prêts, à travers des coopérations, des partenariats, à mettre la technologie en commun.
Pour ce qui concerne les nouvelles technologies, l'Egypte a été également capable de donner une chance à de nouveaux entrepreneurs et lorsque j'ai reçu à l'Elysée à Paris, les lauréats de la première édition de la French Tech Ticket, il y avait une start-up égyptienne, formidable, qui témoignait donc de la vitalité des jeunes entreprises égyptiennes.
Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les Ministres, Mesdames, Messieurs les représentants des entreprises, ma visite s'inscrit dans un contexte, j'en ai bien conscience. Le contexte du Moyen-Orient : il y a beaucoup de crises à régler, Syrie, Irak, Yémen, Libye, il y a un terrorisme qui frappe dans cette région, mais qui frappe aussi l'Europe, dois-je rappeler ce qui s'est produit l'année dernière en France et encore au début de l'année à Bruxelles.
Nous avons donc des liens très forts et aussi des responsabilités communes. L'Europe ne peut pas penser qu'elle pourra se protéger d'un Moyen-Orient agité ou bouleversé. De la même manière, le Moyen-Orient ne pourra pas penser qu'il pourra régler seul les crises qui aujourd'hui l'affectent. Nous devons donc travailler ensemble à la résolution des crises, à la sortie d'un certain nombre de conflits. C'est ce que nous faisons, Egypte et France, notamment par rapport

à la Libye, avec un nouveau Gouvernement qui s'installe, c'est ce que nous recherchons, pour la transition politique en Syrie.
C'est ce que nous faisons aussi pour qu'avec nos partenaires, avec les pays de la région, et notamment les pays du Golfe, nous puissions favoriser une sortie de ces conflits. Nous avons besoin d'un développement économique, car si les peuples eux-mêmes désespèrent de leur avenir, alors nous voyons bien la mécanique infernale qui peut, hélas, s'enclencher.
La France a toujours des principes, toujours des règles, toujours des valeurs, parce que c'est la France et elle ne transige pas par rapport à ses valeurs et à ses principes. Nous voulons aussi assurer la sécurité et le développement, c'est le sens de la relation que nous avons nouée avec l'Egypte. Je souhaite que chacune et chacun d'entre vous, responsables économiques, ait cette dimension stratégique, politique, à l'esprit. Ce que vous faites, ce n'est pas simplement des affaires, ce que vous faites, c'est mettre en uvre des choix qui peuvent avoir sur les populations qui vivent dans cette région des conséquences particulièrement heureuses et favorables.
Nous pouvons aussi nous dire qu'en agissant ainsi, nous contribuons au rapprochement entre l'Europe et le Moyen-Orient, au-delà même des questions de sécurité. Voilà pourquoi je tenais, avec le Président SISI, à être parmi vous pour ce Forum économique si important. Votre présence, nombreuse, me confirme que les Egyptiens ont pour la France un regard qui nous permet d'être fiers et que les Français ont pour les Egyptiens une confiance qui ne s'altèrera jamais.
Merci. Vive l'Egypte ! Vive la France !